

Une Révolution numérique

qui profite à tout le monde



Groupe de l'Alliance Progressiste des
Socialistes & Démocrates
au Parlement européen



Table des matières

AVANT-PROPOS	04
INTRODUCTION	05
CONSTRUIRE UNE UNION NUMÉRIQUE INCLUSIVE	06
Société et économie numérique, compétences numériques	07
Fiscalité numérique	09
Vie privée et sécurité	10
Fausses nouvelles, désinformation, propos haineux	11
Patrimoine culturel	12
Intelligence artificielle et robotique	13
Droits numériques des travailleurs	14
Haut débit - Connectivité - Internet	15
Droits d'auteur sur le marché unique numérique	16
Économie des données et consommateurs	17
PERSPECTIVES	18



Avant-Propos

Les ordinateurs ont fait du chemin. Depuis leurs timides débuts il y a 70 ans, nous progressons sur la voie de l'informatique ubiquitaire. Des machines autrefois déployées à l'échelle industrielle peuvent désormais être intégrées à des dispositifs de la taille d'un grain de sable. Les ordinateurs ne sont pas seulement petits – ils sont partout : de l'espace à la poche de votre pantalon, des voitures (quasiment) autonomes aux stimulateurs cardiaques. Parallèlement à la connectivité sans cesse croissante de ces appareils, une série de changements profonds ont commencé à remettre en question les concepts les plus fondamentaux de notre société et de notre économie.

Ces transformations se sont traduites par des avantages pour l'humanité : un accès à l'information plus facile, des communications internationales à un prix raisonnable et la possibilité de communiquer avec ses amis partout dans le monde. Cependant, elles ont aussi un coût. Les entreprises axées sur la commercialisation du Web pour leur profit ont rapidement acquis un pouvoir considérable, en fournissant un navigateur Internet, en servant de passerelle centrale pour la recherche d'informations ou encore, en devenant une librairie mondiale. Ces nouveaux acteurs mondiaux ont enregistré une croissance si rapide et si forte qu'il nous est difficile de saisir toute l'ampleur des problèmes qu'ils posent.

Le droit au respect de la vie privée est donc fondamental. Dans un monde où l'informatique est omniprésent, il y a toujours quelque chose qui écoute chacune de nos paroles et épie nos moindres mouvements. Dès lors que ces géants technologiques tirent profit de la surveillance de masse et de l'analyse de données massives, nous perdons notre liberté, celle de nous exprimer lorsqu'il y a un problème et celle d'agir lorsque nous devons défendre nos droits en tant que membres d'une société. Le règlement général sur la protection des données (RGPD) revendique le droit au respect de la vie privée des personnes sur Internet, non seulement en Europe, mais également dans le monde entier. Néanmoins, il reste encore beaucoup à faire dans ce domaine.

L'Europe doit se mobiliser pour repenser la numérisation de manière cohérente en tenant compte de nos valeurs fondamentales que sont la démocratie, l'État de droit et les Droits de l'Homme. Nous devons lutter contre les manipulations électorales auxquelles des acteurs malveillants ont pu se livrer grâce aux plateformes de réseaux sociaux. Nous devons prendre position contre les autocraties répressives qui cherchent à abolir nos libertés par des systèmes de contrôle social reposant sur l'intelligence artificielle, tels que le Système de crédit social en Chine.

Avant tout, nous devons unir nos efforts en tant qu'Europe ouverte et inclusive qui agit comme un souverain indépendant et définit activement la stratégie numérique mondiale tout en promouvant des services numériques européens qui respectent nos valeurs les plus précieuses, par nature et par défaut.



Josef WEIDENHOLZER,
Vice-président du groupe S&D pour l'Europe numérique



Les nouvelles technologies et Internet transforment constamment notre monde. La rapidité de cette transformation a une incidence phénoménale sur les aspects politiques, sociaux et économiques de notre vie. L'Europe devrait établir des fondements solides pour garantir le bon fonctionnement de la société numérique et devrait jouer un rôle moteur dans cette révolution numérique et les technologies numériques. Un certain nombre de politiques numériques ont déjà été lancées et mises en œuvre. Cependant, il reste encore beaucoup à faire car l'Europe a trop souvent été à la traîne.

En tant que Socialistes et Démocrates européens, nous saisissons les opportunités offertes par la numérisation. Nous voulons façonner activement la société numérique de demain et les défis qui peuvent en découler ne nous font pas peur. Nous pensons que les nouvelles technologies doivent profiter à tous les citoyens et contribuer à lutter contre les inégalités sociales et la discrimination, à créer de nouveaux emplois de qualité et à promouvoir l'ouverture, la transparence, la durabilité et la responsabilité au sein de nos sociétés.

Les médias sociaux, l'accès à l'information et les achats en ligne font partie intégrante de la vie quotidienne de la plupart des citoyens européens. La technologie change notre façon de travailler, de vivre, d'établir des liens et de communiquer. Au stade où nous en sommes, il est essentiel que nous puissions mieux comprendre les risques et les avantages potentiels liés à la numérisation. Les citoyens doivent être au cœur de cette révolution. Le groupe S&D entend veiller à ce que la numérisation devienne un outil qui respecte la dignité humaine et qui promeut nos valeurs fondamentales, notamment la protection de la liberté, la justice, le pluralisme, l'accessibilité, l'égalité et la vie privée.

La transformation numérique implique que tous les citoyens possèdent les compétences nécessaires pour ne pas être laissés pour compte. À l'avenir, la grande majorité des emplois exigent au moins un niveau élémentaire de compétences numériques. Or, environ 170 millions d'européens âgés de 16 à 74 ans (44 %) n'ont toujours pas de compétences numériques de base et environ 37 % de la population active de l'Union européenne a de faibles compétences en la matière, voire aucune. L'alphabétisation numérique des citoyens doit être soutenue dans l'ensemble de l'Union européenne, toutes générations confondues. Avec la démocratie électronique, l'acquisition de compétences numériques facilitera la participation des citoyens, dans des conditions d'égalité, aux services publics numériques et aux consultations publiques en ligne.

La transformation numérique doit être menée de manière à garantir une croissance et un développement durables tout en préservant de bonnes conditions de travail et les droits de l'homme. Les outils fondés sur les technologies de l'information et de la communication (TIC), ainsi que le haut débit fixe et mobile, relieront entre eux les individus dans les pays, régions, villes et communautés rurales à travers l'Europe, ce qui contribuera à améliorer leur qualité de vie et ouvrira de nouvelles perspectives. Nous appelons tous les responsables politiques de l'UE et des États membres, ainsi que les syndicats, les partenaires sociaux et culturels, la société civile et les entrepreneurs, à coopérer afin d'évaluer les différents aspects et impacts de la révolution numérique. Les principes sociaux et démocratiques de notre groupe sont le fil conducteur de cette (r)évolution pour une répartition juste et équitable des avantages numériques, basée sur les valeurs européennes d'équité et de solidarité.

CONSTRUIRE UNE UNION NUMÉRIQUE INCLUSIVE

L'aube de l'ère numérique a entraîné de nouveaux défis qui transforment en profondeur nos sociétés. Le groupe social et démocrate mène le combat en faveur d'une répartition équitable des avantages découlant des développements technologiques. Il faut faire de la stratégie numérique une stratégie numérique sociale allant au-delà des aspects techniques et exploitant pleinement le potentiel social, politique et économique qui en découle.



Société et économie numérique, compétences numériques

La numérisation offre de nouvelles opportunités de croissance et d'innovation. Désormais, les compétences numériques sont pour nous tous un impératif puisque la technologie s'est immiscée dans chaque aspect de notre vie avec, par exemple, l'administration électronique, les médias sociaux et l'Internet des objets. Parallèlement, l'économie numérique a engendré de nouveaux défis pour les emplois et les services traditionnels. L'automatisation et la robotisation auront de plus en plus de répercussions sur la main-d'œuvre. Les compétences numériques sont la réponse clé à ces défis.

Le groupe S&D a appelé à mettre en œuvre davantage de programmes et d'initiatives liés aux compétences numériques pour tous les citoyens, quels que soient leur âge et leur statut social. Tout le monde n'est pas forcément capable de s'adapter assez rapidement aux changements technologiques. Tous les Européens devraient avoir la possibilité d'acquérir au minimum des compétences numériques élémentaires et de trouver leur place sur un marché du travail de plus en plus dynamique. L'acquisition de ces compétences doit commencer dès le plus jeune âge et se poursuivre tout au long de la vie dans le cadre de programmes de formation. Les écoles doivent soutenir tous les apprenants et répondre à leurs besoins spécifiques. Des efforts supplémentaires doivent

être consentis pour réduire la fracture numérique et aider les élèves handicapés ainsi que ceux appartenant à des minorités ethniques.

Il faut laisser aux travailleurs suffisamment de temps pour pouvoir suivre une formation complémentaire et se perfectionner. Notre groupe plaide pour l'instauration d'un droit au congé de formation rémunéré pour tous les travailleurs ainsi que pour la hausse des investissements dans la formation en entreprise et la formation à distance. Les compétences numériques, l'éducation aux médias et l'utilisation des technologies numériques doivent être incluses dans tous les programmes d'études. Les nouvelles méthodes et outils d'apprentissage devraient tirer parti des ressources pédagogiques en libre accès et de la science ouverte, y compris les formations aux compétences techniques et numériques à l'intention des enseignants et des travailleurs culturels. L'UE doit promouvoir la coopération dans le domaine de l'éducation, ainsi que la mobilité et l'échange des meilleures pratiques entre les établissements d'enseignement supérieur.

La numérisation a modifié en profondeur les chaînes de valeur traditionnelles. L'économie numérique a ouvert de nouvelles perspectives et créé des opportunités d'investissement sur le marché intérieur de l'Union

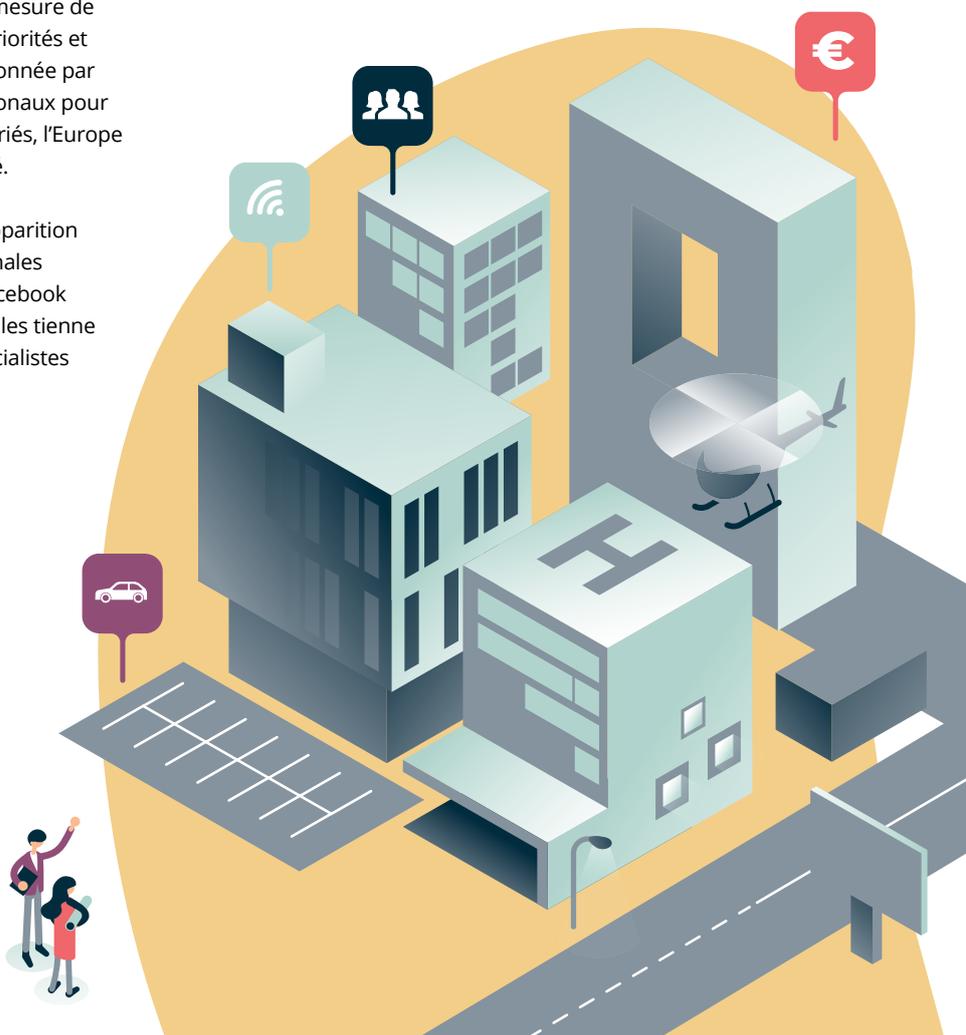
européenne. De nouvelles politiques sont nécessaires pour faire face à la dimension mondiale de l'écosystème et de l'économie numérique. Les start-up, qui représentent une part importante de l'économie européenne, contribuent de façon significative à la croissance économique et à la création d'emplois. Un environnement stable et propice à l'innovation devrait les aider à se développer et à prospérer. Dans un environnement mondialisé et numérisé, les industries européennes doivent s'adapter aux nouvelles technologies et développer de nouvelles techniques numériques pour rester compétitives. Notre groupe estime qu'il est nécessaire de mettre en place des politiques industrielles de haut niveau ; c'est pourquoi nous encourageons l'accès aux technologies de pointe, à l'Internet des objets, au Big Data, aux applications décentralisées, au cloud computing et à l'impression 3D pour les industries européennes, ainsi que leur utilisation. Il existe un certain nombre de stratégies, d'initiatives et d'avantages considérables pour les industries européennes en matière d'innovation numérique.

Dans certains domaines, l'Europe accuse un retard et d'autres grands acteurs mondiaux (États-Unis, Chine ou Russie) jouent un rôle moteur. L'Europe doit renforcer ses capacités dans des domaines clés, tels que l'intelligence artificielle, la cybersécurité, les applications décentralisées ou encore les supercalculateurs, pour être en mesure de façonner la numérisation en fonction de nos priorités et de nos valeurs. Sans une véritable impulsion donnée par l'Union européenne et les gouvernements nationaux pour créer l'environnement et les incitations appropriés, l'Europe demeurera en retrait sur un marché fragmenté.

Avec l'expansion de l'économie numérique, l'apparition et l'influence croissante de grandes multinationales technologiques comme Google, Amazon ou Facebook justifie qu'on les surveille de plus près et qu'on les tienne davantage responsables de leurs actes. Les Socialistes

et les Démocrates ont été les premiers à s'attaquer aux monopoles de ces gros conglomérats du numérique. Parallèlement, nous reconnaissons que les plates-formes en ligne jouent un rôle majeur dans l'innovation et la croissance du marché unique numérique. Elles ont créé de nouvelles opportunités commerciales, révolutionné l'accès à l'information, élargi le choix des consommateurs, renforcé la participation des citoyens à la société et à la démocratie et mis en relation acheteurs et vendeurs avec plus d'efficacité.

Toutefois, dans de nombreux cas, l'effet de réseau amplifié n'est pas seulement obtenu grâce à une plus grande flexibilité, de nouvelles formes d'inter connectivités numériques et de faibles coûts de transaction. Trop souvent, il est obtenu en faisant supporter les coûts sociaux aux travailleurs et au public, en contournant les taxes, le droit du travail et d'autres normes commerciales. Cette situation est politiquement inacceptable et socialement intenable. Bien que nous ayons aussi de bons exemples de grandes entreprises technologiques en Europe, telles que Spotify ou Booking.com, ces plates-formes et entreprises du numérique sont malheureusement trop souvent des sociétés étrangères. L'Europe doit devenir un acteur plus dynamique et plus ambitieux en développant ses propres capacités, elle doit renforcer son autonomie et être en mesure de créer de la valeur ajoutée en Europe.



An illustration featuring a large smartphone as a base. On the screen, there is a red circle with a white Euro symbol (€). A magnifying glass is positioned over the screen, held by a man in a brown jacket. Another man in a dark shirt stands nearby, holding a tablet. The background is a large, stylized red shape. The title 'Fiscalité numérique' is written in large, bold, red letters across the middle of the image.

Fiscalité numérique

Le cadre fiscal international actuel a été conçu en fonction de l'économie traditionnelle. Il doit être modernisé pour faire face aux nouveaux enjeux. De nos jours, les acteurs mondiaux comme Google, Facebook ou Amazon évitent de payer les impôts dont ils sont redevables car ils ne sont pas physiquement présents dans un pays. Notre groupe a appelé ces géants du numérique à respecter le principe fondamental du « paiement des impôts là où sont réalisés des bénéfices ». L'absence de cadre international actualisé entraîne une réduction des budgets publics des États membres et une répartition inégale des richesses, ce qui accentue les inégalités sociales.

En tant que Socialistes et Démocrates, nous avons soutenu l'initiative de la Commission européenne portant sur la réforme du système fiscal européen, qui vise à harmoniser les règles sur le marché unique européen. L'Europe doit être le chef de file mondial de la fiscalité numérique, usant ainsi de son poids au niveau international et protégeant ses citoyens.

Vie privée et sécurité



La protection des données et la confidentialité numérique (ou électronique) étant l'un des défis majeurs de notre époque, nous avons mis l'accent sur la nécessité de mettre en place un cadre juridique visant à limiter ou à prévenir les comportements illicites et contraires à l'éthique. La majorité des Européens sont actifs sur Internet, les réseaux sociaux et les plateformes en ligne. Les données personnelles finissent entre les mains de sociétés multinationales spécialisées dans les données sans l'autorisation de leurs propriétaires, qui ignorent que leurs données sont utilisées. Le scandale Facebook et ses retombées n'ont fait que confirmer la nécessité urgente de règles plus strictes relatives à la confidentialité numérique en Europe et dans le monde. Le règlement général sur la protection des données de l'UE définit clairement les droits des citoyens, notamment le droit d'accès aux données, le droit de rectification des données inexacts ou encore le droit de demander la limitation de l'accès aux données dans des cas spécifiques.

La création d'un environnement protégé pour toutes les entités publiques et privées garantira la prospérité et le développement au sein de l'Union européenne. Nous avons attiré l'attention sur les problèmes de cybersécurité et, à cet égard, un certain nombre d'initiatives et de stratégies ont déjà été lancées par l'Union européenne afin de renforcer notre sécurité numérique. Une agence européenne de cybersécurité coordonne désormais la prévention et les réponses à tous types de cyberattaques. Nous avons appelé à accroître les investissements dans la recherche européenne en matière de cybersécurité afin de rester au fait des menaces en constante évolution et de renforcer nos défenses dans l'ensemble de l'UE et de ses États membres, ainsi que contre tous types de cybercriminels.

Fausses nouvelles, désinformation, propos haineux

À l'ère du numérique, les citoyens européens ont de nouveaux modes d'expression et ont accès à différentes sources d'information et divers outils de communication. Cela a donné lieu à un niveau inédit de désinformation qui met en péril nos sociétés libres et démocratiques. Notre groupe a soutenu plusieurs initiatives au niveau européen visant à lutter contre les fausses informations et la désinformation en ligne. L'UE doit également faire face à de nouveaux phénomènes tout aussi dangereux, tels que la cyberintimidation, l'hameçonnage (ou phishing), les sextos, l'addiction aux jeux en ligne, le stress lié au travail sur Internet ou la crainte de passer à côté de quelque chose. Il est donc essentiel de promouvoir l'éducation aux médias et de conseiller les citoyens, en particulier les enfants, sur la manière d'utiliser les médias numériques de manière critique. Des efforts supplémentaires doivent être faits pour soutenir un journalisme de qualité et la transparence en ligne dans l'UE.

Comme l'a montré le scandale Facebook/Cambridge Analytica, divers acteurs (Russie notamment) tentent de fragiliser les fondements essentiels de notre démocratie européenne en diffusant des informations fausses ou trompeuses. L'UE fait pression pour amener les plates-formes en ligne et les médias sociaux à être plus responsables et à rendre davantage compte des contenus diffusés sur leurs sites. L'autoréglementation n'est toutefois pas suffisante et le fait de ne pas apporter de solutions à ces problèmes graves doit avoir des conséquences. Parallèlement, nous devons veiller à ce que les droits démocratiques fondamentaux, tels que la liberté de parole et d'expression, ne soient pas bafoués.





Patrimoine culturel

L'Europe doit redoubler d'efforts pour numériser son immense capital culturel et créatif. Nous devons exploiter toutes les opportunités offertes par les nouvelles technologies et mettre la culture européenne à la portée de tous.

Au cours des dernières années, l'Union européenne a lancé plusieurs initiatives visant à créer des synergies entre artistes et technologues, à stimuler la modélisation en 3D et à préserver des sites, des bâtiments et des monuments historiques. Les Européens ont désormais de plus en plus accès à de documents culturels en ligne et peuvent ainsi découvrir la culture et l'histoire de l'Europe et de ses habitants.

Notre groupe a activement encouragé et soutenu ces initiatives. Nous insistons sur la nécessité d'accompagner la transformation numérique des secteurs de la culture et de la création et d'appuyer leur contribution à un usage et un développement équitables et éthiques des outils et infrastructures numériques. En outre, nous encourageons la promotion du patrimoine culturel européen matériel et immatériel, ainsi que la protection, la préservation et la diffusion de ce patrimoine grâce à la numérisation et à des initiatives numériques spécifiques telles que Europeana et le cloud axé sur le patrimoine culturel.

Intelligence artificielle et robotique



La révolution de l'intelligence artificielle (IA) a commencé dès les années 50. Depuis, l'IA a fait son apparition dans notre vie quotidienne : identification des spams, publicités en ligne ciblées, reconnaissance des visages sur les médias sociaux et conversion de la voix en texte sur les smartphones, pour ne citer que quelques exemples.

Compte tenu du développement rapide des techniques d'apprentissage automatique et des conséquences des systèmes d'intelligence artificielle sur la société (évolutions sur le marché du travail, par exemple), notre groupe a été à l'origine de l'appel lancé par le Parlement européen en faveur d'un nouveau cadre juridique relatif à l'IA tenant compte également des aspects éthiques. L'Alliance européenne pour l'IA – en tant qu'espace de discussion large et ouverte sur les répercussions du développement de l'intelligence artificielle – n'est qu'un premier pas.

Nous appelons à définir clairement la voie à suivre, en élaborant notamment des propositions législatives, afin de renforcer l'ambition de l'Union européenne de jouer un rôle de premier plan dans les technologies d'intelligence artificielle. L'Europe se doit de préparer ses citoyens pour l'avenir et de les sensibiliser aux enjeux, aux risques et aux opportunités de l'IA. Elle doit également renforcer le soutien apporté à ce secteur par rapport à ce qui a été fait jusqu'à présent. Dans le domaine du développement d'applications d'intelligence artificielle et de la cybersécurité, l'Europe est à la traîne ; c'est pourquoi il est urgent de développer nos propres capacités pour renforcer notre autonomie et préserver nos valeurs.

À l'instar de l'intelligence artificielle, la robotique influence de plus en plus toutes les dimensions de notre société et de notre économie. Elle a déjà transformé nos vies grâce à l'assistance apportée dans de nombreux domaines, tels que le secteur de la santé ou celui de la fabrication. En matière de soins de santé, les robots et l'intelligence artificielle jouent un rôle important dans l'analyse des données des patients, l'amélioration des

diagnostics et le soutien du personnel médical hautement qualifié. La robotique est aujourd'hui le moteur de la quatrième révolution industrielle, permettant ainsi aux entreprises européennes d'être compétitives sur la scène internationale.

Notre groupe appelle à réaliser des investissements significatifs dans la robotique et l'intelligence artificielle. Les industries non manufacturières comme l'agriculture, les transports ou la sécurité en bénéficieront également et se développeront dans les années à venir. En réglementant la robotique, l'UE garantira des conditions équitables en termes de responsabilité et de protection des utilisateurs et des consommateurs.

Des discussions et des études sont en cours sur l'anticipation des conséquences de l'intelligence artificielle et de la robotique pour les emplois et l'avenir du marché du travail en Europe et dans le monde. Certains universitaires et chercheurs attirent l'attention sur les risques qu'elles comportent, d'autres y voient au contraire des opportunités en termes de nombre réel de personnes susceptibles de perdre leur emploi par rapport à celles qui en trouveraient un nouveau. Pour le moment, il n'y a pas de réponse claire à cette question. Quoi qu'il en soit, nous ne pouvons pas être passifs et attendre le verdict final car il pourrait être trop tard. L'intelligence artificielle et la robotique (voitures autonomes, p. ex.) sont en train de révolutionner certaines industries dans lesquelles l'Europe continue de s'illustrer au niveau mondial. Nous devons être proactifs et maintenir l'Europe à l'avant-garde afin de garantir des emplois à valeur ajoutée. Les industries européennes doivent continuer d'être le centre de production du reste du monde. L'Europe doit être plus qu'un simple marché où se vend la technologie produite ailleurs.



Droits numériques des travailleurs

La stratégie de marché unique numérique de la Commission européenne fait largement abstraction de la dimension sociale de l'économie numérique et de ses répercussions sur la vie et le travail de millions d'européens. Il est primordial de concevoir le développement du marché unique numérique d'une manière juste et durable sur le plan social pour garantir que les politiques sociales et de l'emploi progressent au même rythme que la numérisation des marchés du travail.

Le groupe S&D reconnaît que les nouveaux types d'emploi et le travail sur des plates-formes en ligne peuvent permettre de parvenir à un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie privée, procurer des revenus supplémentaires et offrir de nouvelles perspectives pour les personnes éloignées du marché du travail. Cependant, le risque est aussi que les nouvelles modalités de travail dans l'économie numérique nuisent aux normes de protection sociale et du travail établies et génèrent des formes d'emploi précaire. Il faut par conséquent veiller à ce que tous les travailleurs de l'économie numérique jouissent des mêmes droits sociaux et droits du travail, de la même protection en matière de santé et de sécurité, ainsi que du même accès à la formation tout au long de la vie que ceux de l'économie traditionnelle. La liberté, la flexibilité et l'autodétermination qui vont de pair avec les nouveaux modèles de travail ne doivent pas être synonymes de mesures de contrôle, de surveillance et d'analyses des

performances des travailleurs de plus en plus sophistiquées, qui sont encouragées par la numérisation croissante.

Notre groupe plaide en faveur de conditions d'égalité entre les entreprises « traditionnelles » et les entreprises de « l'économie du numérique ». Il faut veiller à ce que les mêmes droits et obligations s'appliquent de la même manière à tous les acteurs. La course aux normes les plus basses, c'est-à-dire le « nivellement par le bas », n'est pas la voie à suivre !

En fait, la numérisation peut être utilisée pour renforcer le travail des syndicats et les efforts de négociation collective. Les syndicats doivent par conséquent disposer de droits d'accès numériques aux postes de travail numériques et pouvoir négocier au nom des travailleurs indépendants de l'économie numérique.

Conformément à ces principes, l'UE doit adapter ses lois en matière de protection sociale et d'emploi aux enjeux du 21^e Siècle, transposer les réglementations sociales et du travail dans l'économie numérique et, le cas échéant, introduire de nouvelles législations. Le Pilier européen des droits sociaux offre le meilleur cadre pour rééquilibrer les libertés économiques avec les droits sociaux et réorienter les progrès technologiques au profit des travailleurs.



Les technologies numériques ont rapidement modifié notre façon d'utiliser et de consommer les produits et les valeurs créés par d'autres personnes. L'Union européenne entend adapter les règles relatives aux droits d'auteur à l'ère numérique et placer ainsi l'Europe à l'avant-garde de la réglementation de ce domaine au niveau international. Notre groupe a lancé un appel en vue de la mise en place d'un cadre juridique équilibré sur les droits d'auteur garantissant que toutes les parties prenantes – créateurs de contenus et détenteurs de droits

d'auteur, d'une part, et utilisateurs et consommateurs, d'autre part – puissent être protégés dans cet environnement numérique souvent chaotique. Notre principal objectif est d'assurer une juste rémunération aux auteurs et aux artistes interprètes et de résoudre le problème crucial de l'« écart de valeur » ou du « transfert de valeur », qui nuit à la croissance et à la créativité. Nous voulons garantir une sécurité juridique ainsi que des conditions équitables pour le marché de la création et défendre les droits des consommateurs concernant l'accès aux contenus en ligne, leur publication et leur partage.

Droits d'auteur sur le marché unique numérique

Économie des données et consommateurs



L'économie des données est devenue une réalité en Europe. Notre groupe a soutenu les propositions relatives à la libre circulation des données à caractère non personnel, aux données ouvertes et aux services cloud. Notre principal objectif est de renforcer le marché intérieur européen et de stimuler la compétitivité en Europe. Les nouvelles règles devraient ainsi permettre de multiplier par 18 la croissance de l'économie européenne des données, qui devrait représenter 4 % du PIB global de l'UE d'ici à 2020. La décision de l'UE de supprimer le blocage géographique est un autre pas important qui profite aux consommateurs comme aux entreprises. Les sites Web et les boutiques en ligne ne pourront plus empêcher les utilisateurs d'accéder à leur site ou d'y effectuer des achats simplement parce qu'ils se trouvent dans un autre État européen. Cela permettra aux consommateurs d'accéder plus facilement et à moindre coût aux biens et services d'autres États membres au sein de l'UE.

De plus en plus de citoyens européens effectuent régulièrement des achats sur Internet. Cependant, la

majorité de ces consommateurs ne connaissent pas leurs droits et ne savent pas comment agir dans certaines circonstances lorsque ces droits sont bafoués. Ils sont encore trop nombreux à ne pas exercer leurs droits. De même, l'existence de différentes législations relatives aux contrats de consommation sème la confusion dans de nombreuses entreprises, qui évitent dès lors de vendre leurs produits en ligne à des clients dans d'autres pays. Les consommateurs ont tendance à faire des achats en ligne auprès d'entreprises situées dans leur pays, estimant qu'ils sont ainsi mieux protégés, par exemple s'ils reçoivent un produit qui n'est pas celui qu'ils avaient commandé ou qui est endommagé. Notre groupe a donc appelé à la mise en place d'un cadre juridique européen commun afin de soutenir les entreprises sur le marché unique numérique européen. Il devrait remplacer la mosaïque de législations nationales différentes, souvent sources de confusion. L'Union européenne a déjà lancé plusieurs propositions visant à résoudre les problèmes de règles contractuelles relatives à la fourniture de contenus numériques et à la vente de biens en ligne.



PERSPECTIVES

Les Socialistes et Démocrates européens entendent faire en sorte que la numérisation crée de nouvelles opportunités pour tous les citoyens européens. L'acquisition de compétences numériques pour rester en phase avec les progrès technologiques est le facteur clé du succès dans cet environnement en constante évolution.

L'Union européenne peut façonner l'avenir de nos sociétés et de nos économies en instaurant une réglementation judicieuse et équitable de la numérisation, de la robotisation et de l'intelligence artificielle. Seule cette approche permettra à l'UE, à ses citoyens et à ses entreprises de tirer pleinement parti de cette (r)évolution numérique sans avoir à subir ses éventuelles répercussions négatives.

La numérisation doit mener à une société et une économie européenne inclusive et durable. Personne ne doit être laissé pour compte. L'Union européenne ne manque pas d'atouts pour devenir un lieu où toutes les générations pourront réaliser leurs aspirations et leur rêve d'une vie meilleure dans une société numérique équitable.





A PROPOS DU GROUPE S&D

Le Groupe de l'Alliance Progressiste des Socialistes & Démocrates (Groupe S&D) est le deuxième groupe politique au Parlement européen. Il compte 187 eurodéputés issus des 28 États membres de l'UE.

Nous sommes partisans d'une société européenne qui favorise l'intégration fondée sur la solidarité, l'égalité, la diversité, la liberté et l'équité. Nous militons pour la justice sociale, l'emploi et la croissance, les droits des consommateurs, le développement durable, la réforme des marchés financiers et le respect des droits de l'homme, pour créer une Europe plus forte et plus démocratique, et assurer à tous un avenir meilleur.



TheProgressives



socialistsanddemocrats



socsanddems



socsanddems



socsanddems



socialistanddemocrats

www.socialistsanddemocrats.eu



Groupe de l'Alliance Progressiste des
Socialistes & Démocrates
au Parlement européen